

## La voix de l'Opposition de gauche

### La méthode.

**1<sup>er</sup> juillet 2012**

PSA envisage de fermer son usine d'Aulnay en région parisienne. Tout le monde le sait.

Quatre acteurs en présence : 1- la direction ; 2- le gouvernement ; 3- les syndicats ; 4- les ouvriers.

Le match se joue à 3 contre 1, les trois premiers protagonistes contre le quatrième.

Qui détient le pouvoir ? Le premier avec la complicité du second qui représente le législateur.

Quel rôle joue le troisième ? Celui de complice occulte des deux premiers et traître du quatrième.

Reste à voir comment cette trahison va être orchestrée et présentée.

Voyons maintenant de quelle manière le dispositif se met en place en lisant un extrait d'un article de l'AFP d'hier :

- *"Toute la France sait qu'ils veulent fermer Aulnay et qu'ils vont l'annoncer dans les prochains jours, à la seule différence qu'ils ne vont pas annoncer la fermeture mais la reconversion du site", a affirmé Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à Aulnay, ajoutant qu'il ne croyait pas à une reconversion des salariés. "Que la seule personne qui n'ait pas compris ça soit le ministre du Redressement productif, ça en devient choquant", a-t-il ajouté. "Quel jeu il joue ? Il a rencontré (le P-DG) Varin la semaine dernière, Varin ne lui a rien dit, ça veut dire qu'il s'est fait rouler dans la farine", a estimé Jean-Pierre Mercier.*

1- La CGT reprend l'argument de la direction affirmant qu'il n'y aura pas à proprement parler de fermeture puisque le site devrait faire l'objet d'une reconversion.

2- Le délégué CGT dit qu'il ne croit pas à la reconversion des salariés, mais rien ne dit qu'il n'y en aura pas pour le croire possible. C'est donc un élément de diversion (diversion) des salariés qu'il fallait dénoncer comme tel. Le délégué CGT pourra rétorquer qu'il n'y est pour rien, pas si sûr, car il ne dit pas non plus qu'il est contre la perspective d'une reconversion, il porte un jugement sur sa faisabilité et non sur le principe, or c'est le principe qui est condamnable puisqu'il implique l'acceptation de la fermeture de l'usine, l'objectif de la direction

3- Ensuite, il émet l'hypothèse que le ministre se serait fait rouler par la direction tout en la jugeant implicitement peu vraisemblable.

Il faut se souvenir que ce sont les syndicats qui ont demandé au gouvernement d'intervenir auprès de la direction de PSA. Donc avant d'analyser ce nouveau développement, il faut en donner la signification.

S'adresser au gouvernement revenait à afficher son impuissance face à la direction ou plutôt à manifester sa volonté de refuser de mener le combat jusqu'à la signature d'un accord garantissant le

maintien en activité de l'usine avec l'intégralité des postes de travail, qu'un seul mot d'ordre pouvait incarner : grève illimitée avec occupation de toutes les usines du groupe jusqu'à satisfaction.

Faire appel au gouvernement, c'était désertier de ses responsabilités, attitude qui revenait à désarmer et démobiliser les travailleurs de PSA qui n'avaient plus qu'à attendre leur salut de l'Etat. Cela signifiait en direction des ouvriers : notre syndicat est impuissant face à la direction, si maintenant l'Etat l'est aussi avec les moyens dont il dispose, c'est qu'il n'y a rien à faire, notre combat est perdu d'avance.

A l'étape suivante, il lui restait à épargner le gouvernement, comment, très simplement, en posant une question déplacée à "*quel jeu il joue ?*", qui doit permettre d'alimenter la suite de ce jeu de dupes dont les travailleurs seront les victimes.

Tout d'abord, l'avantage de poser cette question, c'est qu'on hésitera à vous la retourner ou on n'y pensera pas, et vaut mieux dans le cas de ce délégué syndical.

Ensuite, après s'en être remis au gouvernement dont les travailleurs de PSA étaient censés attendre quelque chose, au minimum qu'il se place à leur côté contre la direction de PSA pour éviter la fermeture de cette usine, voilà qu'il suggère que ses intentions ne seraient pas très claires, qu'il pourrait jouer double jeu en faveur de la direction.

Mais quand Hollande et ses futurs ministres Montebourg et Sapin ont-ils manifesté ces derniers mois leur intention de s'opposer à des fermetures d'usines, aux licenciements ? Jamais. Mieux encore, Sapin interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, avait déclaré que "*ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA*" indiquant par là qu'il ne s'opposerait pas à la décision que prendrait la direction de PSA, à croire que ce délégué de la CGT était sourd.

Pas tout à fait en réalité, et on va comprendre tout de suite pourquoi.

Pour qu'on ne lui reproche pas ou qu'on n'y repense pas tout simplement, il accuse Montebourg de ne pas avoir entendu le discours de la direction qui était pourtant très explicite, autant que la déclaration de Sapin.

Vous aurez remarqué qu'à deux reprises il a utilisé le même mécanisme. La première fois en accusant Montebourg d'être sourd alors qu'il savait qu'il avait entendu le message de la direction, la seconde, en émettant des doutes sur ses réelles intentions, alors qu'elles étaient connues et qu'il n'en a pas à son sujet. Dans les deux cas, ce mécanisme consistait à jouer les ignorants pour pouvoir ensuite accuser un tiers d'un comportement dont on est soi-même coupable ou d'employer des arguments qu'on pourrait vous retourner, pour se dédouaner par la suite de toute responsabilité dans l'issue de ce conflit social.

Voilà comment les agents de la bourgeoisie s'y prennent à la fois pour soutenir la direction, tromper les ouvriers et se blanchir au passage pour ne pas être accusé de trahison et continuer de contrôler le syndicat dont ils sont les fossoyeurs.

J'ai indiqué que ce délégué syndical n'exigeait pas l'abandon du plan de fermeture de cette usine, car plus loin il réclamait uniquement sa suspension en s'adressant à Montebourg : "*arrêtez, suspendez la fermeture de l'usine d'Aulnay*", supplique qui répondait à une demande exprimée plus tôt par le ministre d'"*engager sans délai le dialogue social*" avec la direction, alors qu'il n'y avait rien à négocier, sinon à accompagner la fermeture programmée de cette usine, ce à quoi les syndicats sont

prêts, encore faut-il leur laisser l'espace et le temps nécessaire pour le camoufler aux yeux des ouvriers, d'où cette cynique comédie.

On aura parfaitement compris que la direction de PSA, le gouvernement et les syndicats se partagent les rôles pour mieux enfumer les ouvriers. La fin de cet article du Point qui a relayé cette dépêche de l'AFP en fournit une nouvelle fois la démonstration.

- Le délégué CGT a également critiqué la promesse d'Arnaud Montebourg de présenter "*prochainement (...) un plan d'actions pour l'avenir de la filière automobile française*". "*S'il y a une chose à faire pour aider la filière, c'est de contraindre Peugeot et Renault d'arrêter leurs plans de suppressions d'emplois*", a affirmé Jean-Pierre Mercier. "*Si on veut donner des centaines de millions de fonds publics pour qu'au final l'usine d'Aulnay disparaisse, ça serait un vrai scandale national*", a-t-il lancé.

D'un côté le ministre dit s'activer, le délégué syndical lui répond qu'il brasse du vent tout en haussant le ton pour faire bonne mesure, pour finalement capituler. Comment, c'est simple, en demandant "*d'arrêter leurs plans de suppressions d'emplois*", ce dont il ne serait pas question selon la direction de PSA, puisque le site devrait bénéficier d'une reconversion, les salariés de PSA devenant les salariés d'une ou plusieurs autres entreprises.

A l'arrivée, ils sont bien sur la même longueur d'onde : le délégué syndical dit qu'il faut arrêter les suppressions d'emplois et la direction réplique qu'il n'est pas question de suppressions d'emplois puisqu'il y aura reconversion dans de nouveaux emplois créés sur place.

Rappelons notre position. Assemblée générale du personnel, proposition de grève illimitée avec occupation et comité de grève jusqu'à la signature d'un accord stipulant le maintien de l'usine d'Aulnay, de toutes les usines du groupe PSA ou nationalisation de PSA sans indemnité, pas une seule suppression d'emploi.